

50 ans après la révolution d'Octobre L'unité du mouvement communiste mondial n'existe plus

par Victor FAY

LES anniversaires ne servent pas seulement à se souvenir. Ils offrent l'occasion de faire le point de la situation, de mesurer la différence entre ce qui est et ce qui était. Les cérémonies du 50^{me} anniversaire de la révolution d'octobre permettent de jeter un regard lucide sur l'U.R.S.S. et le mouvement communiste mondial contemporain.

En U.R.S.S., la réforme économique, qui augmente le rôle du marché et accorde aux directeurs d'usine des pouvoirs accrus, est appliquée sur une vaste échelle. Elle donne de bons résultats. Ses partisans affirment qu'elle ne pourra être vraiment efficace qu'appliquée à l'ensemble de l'économie. Ses adversaires, avérés ou cachés, s'efforcent de freiner sa réalisation et mettent l'accent sur les difficultés incontestables qu'elle suscite. Ils omettent de signaler qu'une partie de ces difficultés est due à l'application partielle de la réforme, ce qui rend malaisée la coordination entre l'ancienne et la nouvelle

forme de gestion de l'économie.

Pas à pas

L'accord entre les bureaucrates du parti et les technocrates de l'économie repose sur un compromis. On introduit la réforme pas à pas, sans dessaisir pour autant l'appareil du parti de ses prérogatives économiques. Ce compromis ne règle rien à la longue. Si la réforme réussit, l'influence de l'appareil du parti diminuera par la force des choses. Dans l'immédiat, les changements sont lents, avec des brusques retours en arrière. La décentralisation au niveau de l'entreprise est en partie compensée par la recentralisation au niveau de l'Union.

La réforme est déjà appliquée aux sovkhozes et il est question d'englober les kolkhozes dans le mouvement. Déjà, les limitations sont abolies en ce qui concerne l'élevage et le jardinage indi-

viduels. La bonne récolte de l'an dernier a permis d'améliorer le ravitaillement. Il n'est pas bon, loin de là, mais il est meilleur et la population est très sensible à chaque signe d'élévation de son niveau de vie.

Là aussi, des progrès ont été enregistrés, alors que diminuait la durée du travail et qu'on passait dans nombre d'entreprises à la semaine de cinq jours. Enfin, l'habitat s'améliore aussi : on construit encore mal, mais on construit beaucoup et le loyer est minime. Si l'on veut entretenir correctement le capital immobilier, il faudra plus ou moins vite élever les loyers.

La détente sur le terrain économique est accompagnée d'une nouvelle tension sur le terrain politique et culturel. Chez les ouvriers, on n'aperçoit aucun signe extérieur de mécontentement, bien que la direction de l'économie et de l'Etat leur échappe complètement. Chez les intellectuels, artistes et écrivains, la fronde s'affirme, malgré la représen-

sion. Les lettres de Soljénitsyne, de Voznessenski, les manifestations d'étudiants, la parution de revues clandestines, tout cela montre que la prudente libéralisation économique tend à entraîner une libéralisation politique et culturelle que refusent les responsables du régime.

Avec les nouvelles mesures qu'on vient de prendre, celle notamment d'élever les salaires les plus bas ainsi que d'accorder plus d'investissements aux moyens de consommation qu'aux moyens de production (et qu'on a compensé en augmentant les crédits militaires tout en raccourcissant la durée du service), on peut s'attendre à ce que les fêtes anniversaires se déroulent en U.R.S.S. dans une atmosphère d'euphorie et qu'on s'efforce de repousser à l'arrière-plan tous les problèmes en litige.

Ils sont nombreux pourtant, et graves. Nous avons mentionné le compromis qui empêche la refonte fondamentale de la gestion économique et la libéralisation politique, sociale et culturelle du régime. D'autres difficultés enveniment les relations avec les autres pays communistes et avec le mouvement communiste international. Arrêtons-nous brièvement sur ces aspects du monde communiste dont l'évolution tend de plus en plus vers la diversification, aussi bien de programme que d'orientation politique.

Les relations avec la Chine sont pratiquement rompues. Les incidents se multiplient à la frontière. Les échanges sont réduits au strict minimum. L'envoi de matériel militaire au Vietnam à travers le territoire chinois est toujours entravé. De plus, à l'opposition nationale se greffe l'antagonisme idéologique, l'U.R.S.S. étant accusée de complicité avec les Etats-Unis et de restauration du capitalisme. Bien qu'isolée, en raison des excès de la révolution culturelle, la Chine de Mao tend à faire de Pékin un nouveau centre révolutionnaire international. Elle cherche à opposer aux pays industriels avancés, qu'ils soient de caractère capitaliste ou d'inspiration socialistes, les pays sous-développés et accorde dans cette lutte le rôle dirigeant non pas au prolétariat industriel mais à la paysannerie.

Une grave rupture

La rupture est d'une telle gravité, l'antagonisme national tellement aigu que la direction soviétique, toutes tendances réunies, paraît résolue à faire front aux accusations chinoises et à tout faire pour isoler les maoïstes et leurs alliés. Ces derniers sont peu nombreux. En dehors des Albanais, des Néo-Zélandais et des débris du PC indonésien, aucun parti communiste étranger ne s'est officiellement aligné sur Pékin, si certains, comme c'est le cas du PC rou-

main, refusent de choisir entre les deux camps.

Telle aussi est, en apparence, l'attitude de Fidel Castro, qui a même eu des démêlés avec les Chinois. En réalité, en accordant la priorité dans la lutte contre l'impérialisme à l'action insurrectionnelle sur l'action strictement politique, Castro se rapproche des Chinois, tout en élaborant sa propre théorie de la lutte pour le pouvoir et de l'édification socialiste. Sa solidarité avec Guevara, son discours à La Havane, son refus de suivre les conseils de prudence de Kossyguine, sa volonté d'élargir le mouvement révolutionnaire latino-américain au-delà des limites étroites des partis communistes officiels, tout cela montre qu'un nouveau courant se forme au sein du communisme mondial. L'accent mis sur la guérilla, le mépris des stimulants matériels, l'exaltation de l'égalitarisme semblent indiquer que ce courant exprime davantage les aspirations des paysans pauvres que celles du prolétariat.

Signalons enfin, dans le même ordre de problèmes, l'évolution des partis communistes des pays occidentaux qui s'intègrent peu à peu dans la vie nationale, se libéralisent avec plus ou moins de résolution, et, en même temps, adoptent des positions réformistes. Tel est le cas des partis scandinaves et britanniques, du PC italien, et, avec plus de réticence et plus de fidélité à l'U.R.S.S., du PC français.

Même sur le plan idéologique, l'évolution est très avancée, puisque le monopartisme est répudié, sinon le monolithisme. Ce dernier, s'il subsiste toujours au sein du PC français, n'est plus qu'une survivance dans le PC italien et n'est plus admis par les PC nord-européens. Ces différentes mutations ont abouti à l'éclatement du mouvement communiste international. Les néo-réformistes sont plus proches de l'U.R.S.S., qu'ils voudraient voir s'engager davantage dans la voie qu'ils avaient choisie.

Quant à l'U.R.S.S., engagée dans la réforme économique et dont la population craint la guerre et n'aspire qu'au bien-être, ses dirigeants subissent une double pression : d'une part, celle des partisans de l'action insurrectionnelle, qu'ils s'efforcent de freiner pour éviter un affrontement avec les Etats-Unis ; d'autre part, celle des néo-réformistes qui préconisent des réformes démocratiques en U.R.S.S. que redoutent les bureaucrates de l'appareil du parti.

Relations compliquées

De plus, les rapports entre l'U.R.S.S. et les autres pays communistes se compliquent. Sans même parler de l'hostilité de la Chine et de la prudente réserve du Nord-Vietnam, signalons que la Corée du Nord, après avoir rompu avec Pékin, ne s'est pas alignée sur l'U.R.S.S. ; que c'est

aussi le cas de la Roumanie et, à plus forte raison, de Cuba. Le glacis soviétique se rétrécit et se fragmente tant sur le versant asiatique qu'europpéen.

En Asie, l'U.R.S.S. est protégée par la longue frontière mongole. Elle est exposée ailleurs aux revendications territoriales chinoises. En Europe, la Roumanie a osé remettre indirectement en question l'annexion par l'U.R.S.S. de la Bessarabie. Elle a répudié tout caractère supra-national du Comecon et contesté l'intégration du commandement militaire du pacte de Varsovie. Le néo-nationalisme communiste permet aux dirigeants roumains de défier les soviétiques, de nouer des rapports diplomatiques avec l'Allemagne fédérale, de donner la priorité aux échanges avec les pays capitalistes occidentaux et de mener une politique internationale indépendante, refusant de rompre avec Israël, malgré la décision unanime des autres républiques populaires.

Certes, l'Allemagne orientale et la Pologne ont formé avec la Tchécoslovaquie « le triangle de fer » pour s'opposer aux tentatives de rapprochement de Bonn. Mais Prague, Sofia et Budapest se sont montrés moins intransigeants parce qu'ils se sentent moins menacés ou moins concernés. De sorte que ce sont Ulbricht et Gomulka qui maintiennent, contre vent et marée, leur hostilité à l'égard des « revanchards de Bonn », et leur fidélité incondi-

nelle à l'égard de l'U.R.S.S., dont ils ont un absolu besoin.

Malgré tout l'attachement qu'ils manifestent pour l'U.R.S.S., les dirigeants hongrois et bulgares sont beaucoup moins engagés dans la politique anti-allemande de Moscou.

Réunir dans ces conditions une conférence communiste internationale est une gageure. Les dirigeants soviétiques semblent décidés à la tenir. Il est vrai que, sept ans après la conférence des 81 partis communistes, après plusieurs rencontres régionales, celle notamment, au printemps dernier, des partis européens à Karlovy-Vary, ils croient avoir suffisamment isolé les Chinois et regagné assez d'influence pour tenter d'organiser, à l'occasion de l'anniversaire, une telle conférence et pour obtenir, sinon l'excommunication des Chinois, du moins une approbation plus ou moins explicite de leur politique de coexistence pacifique, assortie d'un soutien prudent des mouvements de libération nationale. Il paraît probable que non seulement les Chinois, les Cubains et leurs partisans, mais aussi les Roumains, les Yougoslaves et certains partis d'Europe Occidentale s'abs-tiendront d'y participer.

Tentative de ressouder

Nous assisterons donc, à coup sûr, à une tentative

de ressouder les différents morceaux du mouvement communiste mondial, à l'exclusion des Chinois. Il est vraisemblable que cette tentative réussisse en partie, qu'une conférence réunisse à Moscou un nombre considérable de partis communistes et qu'un ou plusieurs textes communs en émanent, proclamant la solidarité et l'unité d'action, sinon l'unité doctrinale, de ces différents partis. L'insistance avec laquelle Novotny, Jivkov, Kadar et Ulbricht ainsi que, après une longue hésitation, Gomulka, relancent ce projet, prouve à l'évidence que Moscou est décidé à consolider le courant pro-soviétique. Consolidation passagère, car les tendances centrifuges augmentent au sein des Etats et des partis communistes. En fait, si le bloc pro-soviétique subsiste toujours, malgré les fissures, l'unité du mouvement communiste appartient définitivement au passé.

L'action. Pour le front socialiste des travailleurs

N° 28, octobre/novembre 1967, pages 10 et 11